

**L'ANCIEN MINISTRE DE LA DÉFENSE MALIEN, SOMAILO B. MAIGA :**

# «C'est le moment pour l'Algérie de dire ce qu'elle fait»

**L'ancien ministre de la Défense malien, Somailo B. Maiga, a estimé, hier, lors d'une conférence à Alger qu'il est temps que l'Algérie dise publiquement ce qu'elle fait concernant la crise malienne.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - «C'est le moment pour l'Algérie de dire publiquement ce qu'elle fait», a-t-il soutenu, considérant qu'elle ne communique pas suffisamment sur le sujet d'où, a-t-il ajouté, les ambiguïtés qui peuvent naître à propos de sa position. Somailo B. Maiga, dont le séjour en Algérie entrerait dans le cadre des consultations sur le dossier malien avec Rezzag Bara, a également affirmé que la position algérienne est empreinte de prudence, ce qu'il trouve au demeurant tout à fait

normal. Cependant, il a estimé que l'Algérie est appelée à faire valoir son leadership dans la région. «Elle est appelée à prendre toute sa place dans la région.»

Convaincu, par ailleurs, que l'intervention militaire est inéluctable, même si elle n'est pas forcément immédiate, l'ancien ministre de la Défense malien, invité du forum de DK News, a soulevé pour la première fois le rôle que le Cémoc devrait jouer dans le sillage de l'intervention militaire étrangère au Mali.

«Le moment est opportun pour les mécanismes régionaux, dont le Cémoc, pour remplir concrètement ses missions», a-t-il plaidé, rappelant que «le Sahel est l'espace opérationnel du Cémoc.

Ce dernier est appelé à intervenir et son action devra s'inscrire dans la durée». Il a rappelé que le mécanisme, né avant l'avènement de la crise malienne, prévoit des actions coordonnées sur les bandes frontalières des pays du champ.

Somailo B. Maiga a, en outre, confirmé à demi-mot que des efforts sont menés pour détacher des éléments sévissant dans le Nord-Mali de la logique de confrontation.

S. A. I.



Photo : DR.

**LE PROFESSIONNALISME DE LA TÉLÉVISION PUBLIQUE BELGE CASSE LA MARCHÉ DE SOUTIEN À LA MAROCANITÉ DU SAHARA OCCIDENTAL**

## Couverture



Photo : DR.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Rabat rate le service après-vente de la marocanité du Sahara à Bruxelles. Le renseignement du Maroc a tout préparé. Il a oublié un détail : le professionnalisme de la télévision publique belge. Professionnalisme dans lequel l'Algérie n'y est pour rien... Petit récit d'un flop pas annoncé. Pendant plusieurs semaines, des officiels marocains, des responsables d'associations belges d'obédience marocaine, des gestionnaires de télé et radio du Maroc, des élus belges d'origine marocaine ont consacré l'essentiel de leur énergie à la marche, au grand rassemblement, à la manifestation. Elle a eu lieu dimanche. Lieu de convergence : station métro Shuman (institutions européennes). Direction finale du cortège : l'ambassade du Maroc en Belgique. En tête de la manif : l'ambassadeur, le représentant de Mohammed VI. Désagréable surprise, pourtant, pour tout ce beau monde. La RTBF, télévision publique francophone, couvre l'événement avec objectivité, impartialité, professionnalisme. La télé belge donne la parole à tous les présents.

Parmi eux, un citoyen marocain, pas dupe, déclare : «Il n'est pas raisonnable de nous manipuler pour une affaire qui se déroule là-bas, pas ici.» A un élu belge excité par la marocanité du Sahara, la journaliste pose la question «est-ce la position de votre parti (SPA- socialiste flamand, Ndlr) ? » «Non, répond celui-ci, mais je tiens quand même à manifester». L'ambassadeur du Maroc remonté, surchauffé, épuisé, déclare : «La question du Sahara occidental a été tranchée par l'accord de Madrid...» «Malheureusement, poursuit-il, un pays voisin utilise un mouvement fantoche pour déstabiliser mon pays...» «S'agit-il, lui dit la journaliste, de l'Algérie ? » «Je préfère ne pas citer son nom, mais il s'agit bien de ce pays», finit par lâcher le diplomate. Le commentaire final de la RTBF concernant cette «marche» tombe le soir comme un couperet. «Il n'y a que le Maroc qui croit à la thèse de la marocanité du Sahara», se conclut l'excellent reportage de la RTBF. Et l'Algérie n'y était pour rien...

A. M.

**CATHERINE ASHTON AUJOURD'HUI À ALGER**

## Politique de bon voisinage et Sahel au menu

**Après le Maroc, la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité sera aujourd'hui à Alger.**

**Le Sahel, l'accord d'association et la politique de bon voisinage seront au cœur des discussions.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Catherine Ashton, qui effectue une tournée dans la région, fera le point sur l'accord d'association mais surtout la politique de bon voisinage à laquelle l'Algérie a fini par dire oui. Actualité oblige, la situation au Mali fera l'objet de discussions.

Dans un entretien accordé au *Quotidien d'Oran*, la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité affirmait que «l'UE, comme l'Algérie, a salué l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 2071.

L'UE a aussi appelé à l'approfondissement du dispositif de coordination avec les partenaires-clés au Mali en vue d'accroître l'efficacité de l'appui au processus de transition, tant au plan politique, sécuritaire qu'économique».

Au sujet de la politique de bon voisinage à laquelle l'Algérie n'avait pas



Photo : DR.

Catherine Ashton.

adhéré tout de suite, Catherine Ashton évoque un plan d'action pour arrêter un ensemble de secteurs tels que la coopération et les initiatives continentales et régionales, la coopération en matière de justice et de sécurité, la gestion des frontières et la mobilité des personnes, le partenariat économique, l'adhésion de l'Algérie à l'OMC ainsi que le développement socioéconomique inclusif.

Le plan en question «permettra d'identifier un nombre limité d'objectifs mutuellement agréés, sur lesquels se concentrera

notre coopération bilatérale. Il devra permettre d'assurer des avancées concrètes qui auront un impact sur le développement économique et social en Algérie mais aussi sur le plan de l'approfondissement des réformes politiques».

A la veille de cette visite, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères déclarait que «cette visite sera l'occasion de poursuivre et d'approfondir le dialogue sur l'état et les perspectives des relations entre l'Algérie et l'UE dans le cadre notamment de la

mise en œuvre de l'Accord d'association et de la coopération sectorielle en vue de les renforcer davantage dans l'intérêt des deux parties» et d'ajouter que «les deux parties veulent utiliser leurs avantages et potentiels comparatifs pour nouer des relations fortes et diversifiées».

En marge de cette visite, des conventions de financement de trois programmes de coopération relatifs aux secteurs des transports, de la culture et de l'emploi des jeunes seront signées.

N. I.